

Municipales : dans les villes qu'il dirige, le RN sabote la culture discrètement mais sûrement

Libération, le 08/03/2026 – Eve Beauvallet

Les municipalités d'extrême droite ont mené ces dernières années un travail de sape dissimulé contre les acteurs culturels. Une situation d'autant plus inquiétante que les communes sont aujourd'hui leur principal financeur.

Le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, au discours d'ouverture de son expo sur les massacres du 7 Octobre, au festival Visa pour l'image, le 29 août. (JC Milhet/Hans Lucas. AFP)

Le Rassemblement national, grand méchant loup prêt à dévorer le secteur culturel en cas de raz de marée aux prochaines municipales ? Allons, les enfants... Pourquoi tant de diabolisation ? Tout juste installé dans son fauteuil de maire de Perpignan en 2020, Louis Aliot, seul élu d'extrême droite à la tête d'une ville de plus de 100 000 habitants, est interrogé sur ses intentions en matière de politique culturelle : tranchera-t-il la tête de l'emblématique festival international de photoreportage Visa pour l'image ? Face aux journalistes, le nouveau maire surjoue la candeur et l'incompréhension : même si certains artistes lui semblent bien idéologues, à commencer par ceux programmés au festival Nostre Mar organisé par SOS Racisme, il ne les *«emmerdera pas, surtout si ça marche !»* De toute façon, Louis Aliot ne comprend même pas, ajoute-t-il, qu'un maire ose fourrer son nez dans une programmation artistique pour y imposer ses goûts.

Et voici donc le loup déguisé en mère-grand, cherchant à faire oublier la violence spectaculaire des années 90, quand, aussitôt passée sous bannière Front national, la mairie d'Orange (Vaucluse) coupait les subventions du plus populaire festival d'art lyrique de France (les Chorégies), tentant de lui refacturer la mise à disposition du théâtre antique. Quand Vitrolles (Bouches-du-Rhône) murait la porte du café-concert le Sous-Marin, quand Toulon rasait au bulldozer une fontaine de l'artiste René Guiffrey et virait le directeur du théâtre de Châteauevallon pour avoir, entre autres, accueilli NTM, quand des dizaines d'associations disparaissaient sur seule décision municipale et que des bibliothèques voyaient leurs politiques d'acquisition réorientées.

Au RN, on ne manœuvre plus exactement en 2026 comme hier, lorsque seules quatre villes étaient gagnées. On ne parle plus, comme Jean-Marie Le Pen dans son programme de 2002, de ce milieu artistique coupable de *«génocide culturel»*, on parle juste de *«rééquilibrer»* les contenus au nom de la *«diversité»* (mot-clé de la récente commission d'enquête sur l'audiovisuel public très orientée idéologiquement). Les nouveaux mots d'ordre en matière de culture ? Discrétion, influence.

La régie municipale, pratique pour orienter une programmation

Concernant l'exigence de discrétion, le contrat n'a pas toujours été parfaitement honoré par les municipalités conquises en 2020 : la stigmatisation du rap ou de la techno, la célébration des folklores locaux ou l'exacerbation d'une «identité française» fantasmée ne sont pas tout à fait passées inaperçues, notamment lorsque la mairie d'Orange déprogrammait en 2023 DJ Halouf, initialement programmé à la Java du cochon avec sa «Charcuterie musicale», événement tout en dérision sur les clichés accolés à l'arabe musulman et la cochonaille franco-française...

Du côté de Moissac (14 000 habitants), dans le Tarn-et-Garonne, le festival de musiques du monde Les Voix, qui programme entre autres l'Orchestre national de Barbès et avait en charge la saison culturelle de la ville, a tout de même fait du bruit en pliant bagage après vingt-quatre ans d'activité, pas dupe des manœuvres du maire. Sitôt élu, Romain Lopez, ancien attaché parlementaire de Marion Maréchal soutenu par le Rassemblement national, s'empressait de casser la convention avec l'association et de créer une régie municipale chargée des activités culturelles, bien plus pratique pour orienter une programmation. Fidèle à la bonne conduite *new age* du RN, l'édile s'est défendu de toute *«purge politique»* : il estime simplement qu'un maire a droit de regard sur la programmation des événements culturels, n'en déplaise aux *«experts»* qui crient à l'instrumentalisation électorale de l'art.

La même manœuvre (reprenre un équipement en régie municipale) a également fait du bruit à Hénin-Beaumont (26 000 habitants), dans le Pas-de-Calais, où la mairie a brutalement repris en main la ligne artistique, hier indépendante, de l'emblématique théâtre de l'Escapade après avoir poussé son directeur vers la sortie. La municipalité a également poussé dehors la Ligue des droits de l'homme, en augmentant son loyer de manière exorbitante.

Travail de sape en coulisses

Pour le reste et pour l'essentiel, si l'on en croit les observateurs des politiques culturelles à l'instar de Vincent Guillon, la mise au pas autoritaire de la culture n'a pas eu lieu exactement comme le redoutait le secteur. A Perpignan, laboratoire du RN, les principaux navires amiraux que sont Visa pour l'image, le musée Hyacinthe-Rigaud ou la Scène nationale ont stratégiquement été préservés. Seule une polémique d'envergure nationale entachait ce tableau a priori très respectable en 2024, lorsque Louis Aliot refusait de remettre le Visa d'or de la ville au photographe palestinien Loay Ayyoub, lançant parallèlement sa propre exposition sur les massacres du 7 Octobre en Israël.

C'est en fait en coulisses que le vrai travail de sape a commencé, rappelle le politologue Emmanuel Négrier dans *Une transformation silencieuse : le traitement de la culture à Perpignan (2020-2025)*, chapitre au titre éloquent coécrit avec Cyril Della-Via et publié dans l'ouvrage *Perpignan, déclassé et droitisation* (éd. Trabucaire) de [Nicolas Lebourg](#), David Giband et Dominique Sistach. Et cette casse est d'autant plus pernicieuse qu'elle a épargné les icônes (souvent des structures culturelles protégées par des financements croisés avec l'Etat et les autres collectivités) pour se concentrer sur les acteurs associatifs de proximité, plus fragiles et qui, particulièrement dépendants du soutien municipal, étouffent un chiffon dans la bouche sans oser témoigner.

«Un populisme contre le peuple»

Parano ? A Morières-lès-Avignon (Vaucluse), la compagnie de théâtre pour enfants Okkio a perdu son local et ses subventions après avoir relayé un communiqué de son syndicat professionnel sur les dangers de l'extrême droite lors des élections législatives de 2024, rappelle entre autres une enquête du *Poing*. Elle n'est pas la seule. Evidemment, les acteurs ciblés sont rarement ces «*élites culturelles*» honnies par le RN, mais ceux-là mêmes qui œuvrent le plus auprès des milieux populaires et des ménages les plus enclins à voter pour ce même parti. «*Un populisme contre le peuple*», résume Emmanuel Négrier.

A l'heure où les villes sont devenues les premières financeuses de la culture (loin devant le ministère), à l'heure où l'ingérence des maires dans les programmations des cinémas et des théâtres peine à susciter l'indignation généralisée, le secteur culturel se dit plus inquiet que jamais. Par le risque de bascule de Lens, Toulon, Calais ou Nîmes à l'extrême droite, bien sûr. Mais aussi par un phénomène plus sournois et massif : la décomplexion avec laquelle des élus d'autres partis, de l'«arc républicain» (la présidente Horizons de la région Pays-de-la-Loire, Christelle Morangis, ou le président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez), ont assimilé ces discours, prenant soin de propager à la place du RN, à large échelle et en temps record, sa détestation de ce service public de la culture qu'il tient pour dispendieux, idéologue et paresseux. A croire qu'il est temps d'expliquer davantage ou autrement en quoi ce service public nous honore.